



Commune  
de  
Maussane-les-Alpilles

DÉCISION 2022/083

AR Prefecture

013-211300587-20221018-DEC2022083-AR  
Reçu le 02/11/2022

## RENOUVELLEMENT D'ADHESION DE LA COMMUNE A L'ASSOCIATION PROVENCE TOURISME.

LE MAIRE DE MAUSSANE-LES-ALPILLES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil Municipal en sa séance du 04 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, alinéa 24 notamment de décider le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre et dont le montant ne dépasse pas 300€ ;

Considérant la volonté de la commune de renouveler son adhésion à l'association Provence Tourisme,

Vu le courrier du Conseil Départemental 13 dans le cadre de Provence Tourisme, en date du 17 octobre 2022, invitant la commune à renouveler son adhésion,

### - DÉCIDE -

**Article 1<sup>er</sup>** : De renouveler l'adhésion à l'association Provence Tourisme pour une cotisation annuelle de 200€.

**Article 2** : La dépense sera imputée au budget annexe de la régie Camping Tourisme, section d'exploitation.

**Article 3** : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

**Article 4** : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 5** : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le : 02 11 2022

Fait à Maussane les Alpilles, le 18 octobre 2022

Publication sur le site internet de la commune le :

02 11 2022

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ



Délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.